



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 21 novembre 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
7 novembre 2024
n° 39 / 8060^e
pages 1905 à 1952



Version numérique incluse*



322439



ÉDITORIAL

1905 Le procès des morts, *Didier Guével*

ACTUALITÉS

- 1908 Clause abusive (prêt hypothécaire) : notion de consommateur
- 1910 Prescription acquisitive (interruption) : publication d'un acte
- 1910 Bail d'habitation (congé) : calcul des ressources du locataire âgé
- 1911 Principe de la contradiction (juge) : moyens de droit relevés d'office

LECTURES

1913 En finir avec les idées reçues!, *Jean-Sylvestre Bergé*

POINT DE VUE

1914 Qu'est-ce que l'« internationalité » d'un litige?, Une question mal posée sous l'empire du règlement « Bruxelles I » refondu..., *Jeremy Heymann*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1924 **Panoramas**: Droit des transports, *Hugues Kenfack*
- 1933 Droit uniforme de la vente internationale de marchandises, *Claude Witz, Ben Köhler et Francis Limbach*
- 1941 **Notes**: Usufruit de droits sociaux et attribution des dividendes issus de la vente d'actifs immobiliers dans une SCI, *note sous Civ. 3^e, 19 sept. 2024, Julien Laurent*
- 1947 Contrôle par l'employeur d'une clé USB d'un salarié, *note sous Soc. 25 sept. 2024, Catherine Golhen*

ENTRETIEN

1952 Pierre-Yves Gautier – Pourquoi rééditer le Code Napoléon ?

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER
RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140645403)

• RÉDACTION

Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (0140645379)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET
Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET
Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (0140645284)

Laurence BREUZÉ-DINNAT (0140645481)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (0786620357)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 0140922024 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Étranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Novembre 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Didier Guével

1905

Le procès des morts

ACTUALITÉS

1908

DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Clause abusive (prêt hypothécaire):
notion de consommateur,
CJUE 24 oct. 2024

Crédit à la consommation (sanction):
évaluation de la solvabilité, *CJUE 24 oct. 2024*

Propriété intellectuelle

Brevet (invention de salarié): compétence
du tribunal judiciaire, *Soc. 23 oct. 2024*

Programme d'ordinateur (notion):

exclusion des jeux vidéo,
Civ. 1^{re}, 23 oct. 2024

1910

DROIT CIVIL

Bien-Propriété

Servitude (de passage): enclave résultant
de la division d'un fonds, *Civ. 3^e, 24 oct. 2024*

Prescription acquisitive (interruption):
publication d'un acte, *Civ. 3^e, 24 oct. 2024*

1910

DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail d'habitation (congé): calcul des ressources
du locataire âgé, *Civ. 3^e, 24 oct. 2024*

1911

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Licenciement (lettre): examen par le juge de
tous les griefs invoqués, *Soc. 23 oct. 2024*

1911

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Principe de la contradiction (juge): moyens de
droit relevés d'office, *Civ. 2^e, 24 oct. 2024*

Appel civil (déclaration): portée du renvoi à une
annexe, *Civ. 2^e, 24 oct. 2024*

Tierce opposition (recevabilité): associé d'une
société civile immobilière, *Civ. 2^e, 24 oct. 2024*

LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

1913

En finir avec les idées reçues !



POINT DE VUE

1914

Qu'est-ce que l'« internationalité » d'un litige ?
Une question mal posée sous l'empire du règlement
« Bruxelles I » refondu...
par Jeremy Heymann



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1917

Le juge administratif face au défi du nouveau
contentieux des signalétiques jeunesse :
le problème du film à trois scores
par Laurence Calandri

PANORAMAS

1924

Droit des transports
septembre 2023 – août 2024
par Hugues Kenfack

1933

Droit uniforme de la vente internationale
de marchandises
septembre 2023 – septembre 2024
par Claude Witz, Ben Köhler et Francis Limbach

NOTES

1941

Usufruit de droits sociaux et attribution des dividendes
issus de la vente d'actifs immobiliers dans une SCI,
note sous Civ. 3^e, 19 sept. 2024
par Julien Laurent

1947

Contrôle par l'employeur d'une clé USB d'un salarié,
note sous Soc. 25 sept. 2024
par Catherine Golhen



ENTRETIEN

1952

Pierre-Yves Gautier
Pourquoi rééditer le Code Napoléon?

**Le prochain numéro du Recueil
paraîtra le 21 novembre 2024**

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
21 novembre 2024
n° 40 / 8061^e
pages 1953 à 2000

ART. 34 DE LA CONSTITUTION

(...) La loi détermine les conditions dans lesquelles s'exerce la liberté garantie à la femme d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse.

CHRONIQUE / Santé publique

Les enjeux juridiques
soulevés par la constitutionnalisation de l'IVG
> *Sophie Paricard et Stéphane Mouton*

1966



Version numérique incluse*



322440



9 782993 224403

ÉDITORIAL

1953 Tartuffe anonyme, *Michel Vivant*

ACTUALITÉS

- 1956 Hypothèque (créancier hypothécaire) : conflit avec un acquéreur de l'immeuble
- 1956 Pratique commerciale déloyale : vente croisée de produits de prêt et d'assurance
- 1958 Société (associé) : responsabilité personnelle à l'égard d'un tiers contractant
- 1959 Diffamation (religion) : appartenance à la religion musulmane
- 1962 Exequatur (gestation pour autrui) : portée du jugement étranger

POINT DE VUE

1963 Décryptage de l'affaire *Telegram*, (Quelques réflexions inspirées de l'arrestation de Pavel Durov),
Jean-Claude Planque

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1974 **Panorama** : Droit patrimonial de la famille, interne et international,
Sara Godechot-Patris et Clothilde Grare-Didier
- 1986 **Notes** : Le secret professionnel de l'avocat du conseil et de la défense... sans le conseil ?,
note sous Crim. 24 sept. 2024, Benoît Chaffois
- 1990 Absence de recours contre l'acte de notoriété judiciaire constatant une possession d'état :
non-lieu à renvoi d'une QPC, *note sous Civ. 1^{re}, 3 sept. 2024, Jean-Jacques Lemouland*
- 1995 La caravane passe, mais à quel prix ?, L'indemnité de passage et l'article 1309 du code civil,
note sous Civ. 3^e, 12 sept. 2024, Bertrand Jost

ENTRETIEN

2000 René Sève – Archives de philosophie du droit : Le Droit et les Nombres
(Tome 65, 2024)

Lefebvre Dalloz

DA|LOZ

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVAUQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER
RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140645403)

• RÉDACTION

Maëlle HARSCOÛËT DE KERAVEL (0140645379)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET
Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET
Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (0140645284)

Laurence BREUZÉ-DINNAT (0140645481)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (0786620357)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 0140922024 - publicite@lefebvre-sarnt.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Étranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Novembre 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Michel Vivant

1953

Tartuffe anonyme

ACTUALITÉS

1956

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Hypothèque (créancier hypothécaire) :

conflit avec un acquéreur de l'immeuble,

Civ. 3^e, 7 nov. 2024

Consommation

Pratique commerciale déloyale :

vente croisée de produits de prêt

et d'assurance, CJUE 14 nov. 2024

Entreprise en difficulté

Banqueroute (domaine) : faillite civile de droit

local d'Alsace-Moselle, Crim. 6 nov. 2023

Procédure d'insolvabilité (classe de créanciers) :

limitation de la remise de dettes,

CJUE 7 nov. 2024

Propriété intellectuelle

Droit d'auteur (copie privée) : portée de la

directive du 22 mai 2001, CJUE 14 nov. 2024

Société et marché financier

Société (associé) : responsabilité personnelle à

l'égard d'un tiers contractant, Com. 6 nov. 2024

1958

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Transaction (autorité de chose jugée) :

indemnisation des préjudices initiaux,

Civ. 2^e, 7 nov. 2024

Famille-Personne-Succession

Succession européenne (loi applicable) :

date d'appréciation de la demande,

CJUE 7 nov. 2024

1959

DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme

Architecte (responsabilité civile) : déficit

de surface du bien construit, Civ. 3^e, 7 nov. 2024

Copropriété

Syndicat des copropriétaires (action en justice) :

réparation de dommages, Civ. 3^e, 7 nov. 2024

1959

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Presse et communication

Diffamation (religion) : appartenance

à la religion musulmane, Crim. 13 nov. 2024

1960

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Licenciement (nullité) : droit au versement

des salaires non perçus, Soc. 6 nov. 2024

Transaction (portée) : indemnisation

pour exposition à l'amiante, Soc. 6 nov. 2024

Solde de tout compte (non signé) : portée

sur le délai de prescription, Soc. 14 nov. 2024

Discrimination (propos racistes) :

portée de l'office du juge, Soc. 14 nov. 2024

Syndicat professionnel (action en justice) :

situation individuelle des salariés,

Soc. 6 nov. 2024

Temps partiel (congé) : indemnisation

des jours fériés, Soc. 6 nov. 2024

Sécurité sociale

Soins infirmiers (remboursement) :

dépendance temporaire ou permanente,

Civ. 2^e, 14 nov. 2024

1962

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

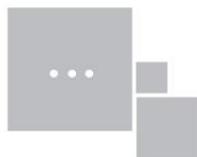
Procédure civile

Compétence européenne (domaine) :

procédures d'insolvabilité, CJUE 14 nov. 2024

Exequatur (gestion pour autrui) : portée

du jugement étranger, Civ. 1^{er}, 14 nov. 2024



POINT DE VUE

1963

Décryptage de l'affaire *Telegram*
(Quelques réflexions inspirées de l'arrestation de Pavel Durov)
par Jean-Claude Planque



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1966

Les enjeux juridiques soulevés
par la constitutionnalisation de l'IVG
par Sophie Paricard et Stéphane Mouton

PANORAMA

1974

Droit patrimonial de la famille, interne et international
septembre 2023 – septembre 2024
par Sara Godechot-Patris et Clothilde Grare-Didier

NOTES

1986

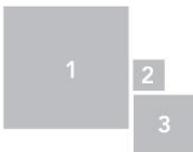
Le secret professionnel de l'avocat du conseil
et de la défense... sans le conseil ?
note sous Crim. 24 sept. 2024
par Benoît Chaffois

1990

Absence de recours contre l'acte de notoriété
judiciaire constatant une possession d'état :
non-lieu à renvoi d'une QPC, *note sous Civ. 1^{re}, 3 sept. 2024*
par Jean-Jacques Lemouland

1995

La caravane passe, mais à quel prix ?
L'indemnité de passage et l'article 1309 du code civil,
note sous Civ. 3^e, 12 sept. 2024
par Bertrand Jost



ENTRETIEN

2000

René Sève – Archives de philosophie du droit : Le Droit et les Nombres (Tome 65, 2024)

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

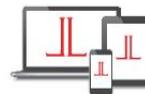
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr

Revue Lamy de la concurrence

Revenus agricoles : les limites du levier juridique

Le dispositif EGalim : une promesse qui se heurte à la capacité d'évitement des acteurs économiques et produit une complexité croissante de la norme juridique

Par Virginie BEAUMEUNIER et Christian BABUSIAUX

- La contestabilité du *data scraping* au sein de l'économie numérique de la donnée
Chloé DJAMDJI
- Paramètre de concurrence et approche par objet : où s'arrêter ? (Première partie)
Hélène BOURGUIGNON, Victor LEVY et Louis PECH
- Secret professionnel de l'avocat, exercice des droits de la défense et enquête de concurrence : la Cour de cassation ne fragilise pas davantage l'efficacité des opérations de visite et saisie !
Walid CHAIEHLOUDJ

Conseil scientifique

Frédéric de BURE :

Avocat, Cleary Gottlieb Steen
& Hamilton LLP

Sébastien BRAMERET :

Maître de conférences à l'Université Grenoble
Alpes, Membre du GRDPE

Benjamin CHEYNEL :

Référéndaire à la Cour de justice
de l'Union européenne

Loraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ :

Avocat, Jeantet Associés

Jean-Christophe GRALL :

Avocat, Grall & Associés

Pascale IDOUX :

Professeur de droit public à l'Université
de Montpellier I, CREAM/IUF

Bruno LASSERRE :

Ancien Président de l'Autorité de la concurrence

Gildas de MUIZON :

Deloitte Economic Consulting

Gwenaél MUGUET-POULLENNEC :

Référéndaire au Tribunal de l'Union européenne

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de Droit

Éric PAROCHE :

Avocat, Hogan Lovells

Alexandre RIÉRA :

Maître de conférences en droit privé à l'Université
de Perpignan Via Domitia, Avocat, AARPI RGR
Avocats

Jacqueline RIFFAULT-SILK :

Conseiller à la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social
7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Jérémy Berlemont

Ont participé à ce numéro : Mariam El Bardan,
Céline Garnier

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 91,61 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Duplirprint, 2 rue Descartes,
95330 Domont

Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale
ou partielle par quelque procédé que ce soit, du
contenu issu de la présente publication, effectuée
sans autorisation de l'éditeur, est illicite et
constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière
suivante : RLC 2024/143, n° 4772 (année/n° de la
revue, n° du commentaire)

Sommaire

FOCUS P. 4

- Opérations de visite et saisie : l'Autorité de la concurrence sanctionne une obstruction à l'instruction
Jérémy BERLEMONT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 6

- Pratiques anticoncurrentielles P. 6
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P. 12
- Régulation P. 14
- Commande publique P. 15

ÉTUDE P. 19

- Revenus agricoles : les limites du levier juridique
Le dispositif EGalim : une promesse qui se heurte à la capacité d'évitement des acteurs économiques et produit une complexité croissante de la norme juridique
Virginie BEAUMEUNIER et Christian BABUSIAUX

ÉCLAIRAGE P. 25

- La contestabilité du *data scraping* au sein de l'économie numérique de la donnée
Chloé DJAMDJI

ANALYSE P. 34

- Paramètre de concurrence et approche par objet : où s'arrêter ? (Première partie)
Hélène BOURGUIGNON, Victor LEVY et Louis PECH

JURISPRUDENCE COMMENTÉE P. 45

- Secret professionnel de l'avocat, exercice des droits de la défense et enquête de concurrence : la Cour de cassation ne fragilise pas davantage l'efficacité des opérations de visite et saisie !
Walid CHAIEHLOUDJ



QUESTION PRATIQUE

LE POUVOIR DU DIRIGEANT DE MODIFIER LES STATUTS POUR LES METTRE EN CONFORMITÉ

Une possibilité étendue et récemment facilitée,
dont il faut préciser le régime

30



www.efl.fr



À LA UNE

Commentaire - Une ordonnance renforce l'obligation de mixité dans la composition des organes sociaux

22

Entreprise en difficulté - Si le plan de redressement d'une société interdit la vente d'un actif, la TUP à son associé est impossible

8

Finances de l'entreprise - Fraude au faux conseiller bancaire : pas de négligence grave de la victime de « spoofing »

12

Question d'actualité -

Négociations commerciales : quelle portée de la loi EGalim 3 dans les relations internationales ?

26

Lefebvre Dalloz

 EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Révocations en chaîne d'un dirigeant
- 5 - Annulation d'une assemblée de SARL ajournée
- 5 - Acte conclu en période de formation d'une société
- 6 - Reporting non financier des grandes sociétés
- 7 - Fixation du prix d'une cession de droits sociaux par un expert

Entreprise en difficulté

- 8 - Effet du plan de redressement d'une société rendant un actif inaliénable
- 8 - Revendication d'un bien dans une procédure collective
- 9 - Condamnation d'un dirigeant à supporter l'insuffisance d'actif
- 10 - Compensation légale dans le cadre d'une procédure collective

Contrats

- 11 - Location dénuée de contrepartie

Finances de l'entreprise

- 12 - Absence de négligence grave de la victime d'un faux conseiller bancaire
- 13 - Perte du bénéfice de subrogation de la caution et avaliste
- 13 - Manquement de la banque à l'obligation d'informer la caution

Biens de l'entreprise

- 14 - Résiliation du bail par le locataire

Concurrence

- 15 - Opérations de visite et saisie : protection renforcée du Code de procédure pénale

Compliance

- 16 - Action en responsabilité pour violation du RGPD
- 17 - Violation de données à caractère personnel
- 17 - Reporting anticorruption des entreprises soumises à la CSRD
- 19 - LCB-FT : nouveau cadre européen

Et aussi...

- 20 - Pouvoirs du juge de l'exécution de fixer une créance

Commentaire

- 22 - Ordonnance sur la mixité des organes sociaux

Question d'actualité

- 26 - Négociations commerciales : quelle portée de la loi EGalim 3 dans les relations internationales ?

Veilles

- 35 - Veille législative
- 35 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



30

**LE POUVOIR DU DIRIGEANT
DE MODIFIER LES STATUTS
POUR LES METTRE EN CONFORMITÉ**

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 46 du 18 novembre 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Trump-Orban : la liaison dangereuse

N° 1341 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DES DONNÉES

Protection des données UE-États-Unis : le CEPD présente son premier rapport et dévoile une déclaration

N° 1342

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 7 au 13 novembre 2024

N° 1343

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

Recours de l'ONIAM contre l'assureur de l'un des centres de transfusions sanguines poursuivi face à l'application de la loi dans le temps

N° 1344 - Par Bélanda WALTZ-TERACOL

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CRIMINALITÉ ET DÉLINQUANCE ORGANISÉES

Plan d'urgence contre la criminalité organisée : mesures immédiates et réformes législatives

N° 1345

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | DÉTENUS

Atteintes aux droits des personnes détenues : la Défenseure des droits met la pression sur l'exécutif

N° 1346

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 24 octobre au 13 novembre 2024

N° 1347

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 7 au 27 octobre 2024

N° 1348

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | AVOCATS

Les limites à la protection du secret professionnel de l'avocat

N° 1349 - Par Haritini MATSOPOULOU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INFLUENCEURS

Adaptation de la loi sur les influenceurs aux règles de l'UE

N° 1350

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 7 au 13 novembre 2024

N° 1351

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS (EN GÉNÉRAL)

Il peut être dolosif de ne rien dire à un cocontractant qui ne veut rien savoir

N° 1352 - Par Gilles PILLET

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Revirement de jurisprudence : la caution qui garantit un compte courant ne peut plus être poursuivie dès la liquidation judiciaire de son titulaire

N° 1353 - Par François-Xavier LUCAS

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ENVIRONNEMENT

Interdiction des emballages plastiques pour les fruits et légumes : le Conseil d'État annule le décret de 2023

N° 1354

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ASSOCIATIONS

Anticor : l'illégalité de son agrément pour se constituer partie civile entre 2021 et 2024 définitivement entérinée

N° 1355

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 7 au 13 novembre 2024

N° 1356

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ CIVILE

Cas de combustion spontanée : quand la pomme prend feu

N° 1357 - Par Frédéric DANNENBERGER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

L'ouverture d'une clinique juridique au sein de l'UFR de droit de Douai

N° 1358 - Par Fanny VASSEUR-LAMBRY

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | SYSTÈMES DE CONDUITE AUTOMATISÉS

Les conducteurs des systèmes de conduite automatisés à l'épreuve de la Convention de Vienne de 1968

N° 1359 - Par Iolande VINGIANO-VIRICEL

[Consulter le PDF](#)

CHRONIQUES | DROIT DE LA FAMILLE

Droit de la famille

N° 1360 - Par Adeline GOUTTENOIRE , Michel FARGE , Yann FAVIER , Marie LAMARCHE et Gaëlle RUFFIEUX

[Consulter le PDF](#)

CHRONIQUES | RÉGIMES MATRIMONIAUX

Régimes matrimoniaux

N° 1361 - Par Alice TISSERAND-MARTIN , Estelle NAUDIN , Christel SIMLER et Michel STORCK

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | NOUVELLES TECHNOLOGIES

Vers une responsabilité civile « présumée » ?

N° 1362 - Par Philippe MÉTAIS

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

Les évolutions de la justice économique

N° 1363 - Par Gérard JAZOTTES

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

CNB : un rapport suggère de rééquilibrer les pouvoirs en son sein

N° 1364 - Par Thierry RUCKEBUSCH

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Visioconférence et délocalisation des audiences en matière pénale : saisine du Conseil d'État

N° 1365

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | CRIMES ET DÉLITS

(Cyber) violences au sein du couple : un guide pour les professionnels

N° 1366

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | UNION EUROPÉENNE

Coopération judiciaire dans l'UE : feu vert pour de nouvelles règles

N° 1367

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | UNION EUROPÉENNE

Recommandations pour garantir l'indépendance et l'impartialité des procureurs

N° 1368

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 47 du 21 novembre 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

SÛRETÉ

3 QUESTIONS - Démocratisation de la fiducie dans le domaine immobilier

N° 879 - Par Alexae FOURNIER-DE FAY et Eléonore DELPLANQUE DE MANDELOT

[Consulter le PDF](#)

PROTECTION SOCIALE

« Mon Conseil Urssaf », un ensemble de solutions gratuites pour permettre aux professionnels de sécuriser leurs démarches

N° 880

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Code des procédures civiles d'exécution 2025

N° 881

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Code du numérique 2025

N° 882

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Performance économique et sociale des startups

N° 883

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Deux ordonnances du 15 octobre 2024 précisent le régime des crypto-actifs

N° 884 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ARBITRAGE

Les effets d'une décision non revêtue de l'exequatur sur les pouvoirs des représentants

[légaux de la société au regard des pouvoirs du liquidateur](#)

N° 885

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

[Surveillance des prêts non performants : amélioration des pratiques des autorités compétentes](#)

N° 886

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BLANCHIMENT

[Le GAFI publie un guide pour l'évaluation nationale des risques liés au blanchiment d'argent](#)

N° 887

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Financement des PME : la directive sur les structures avec actions à votes multiples est publiée](#)

N° 888

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Nouvelles législations pour rendre les marchés boursiers plus attractifs pour les entreprises européennes](#)

N° 889

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

[Extension et adaptation de la loi « SREN » à l'outre-mer](#)

N° 890

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROFESSION

[Mise en oeuvre des modifications apportées par l'ordonnance sur l'exercice en société des professions d'AJ/MJ](#)

N° 891

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Augmentations de capital en SAS : fin de la saga !](#)

N° 892

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[La directive améliorant les conditions de travail des travailleurs des plateformes est publiée](#)

N° 893

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DISCRIMINATION

[Discrimination à raison de l'origine : régime probatoire et office du juge](#)

N° 894

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

[Salarié injoignable sur son téléphone personnel en dehors des heures de travail](#)

N° 895

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Contrôle administratif du volet risques psychosociaux des PSE : la consultation du CSE n'implique pas l'adoption d'un avis spécifique

N° 896

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

PLFSS 2025 : les travailleurs vont-ils devoir travailler plus pour financer leur autonomie ?

N° 897

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Cession de titres : individualisation des abattements sur la plus-value réalisée par chaque membre d'un foyer fiscal faisant l'objet d'une imposition commune

N° 898

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | LOI DE FINANCES

Rejet du budget 2025 à l'Assemblée : le texte de l'exécutif transmis au Sénat, enrichi de quelques amendements retenus par le Gouvernement

N° 899

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

Paquet « TVA à l'ère du numérique » : le Conseil de l'UE marque son accord sur le nouveau train de mesures

N° 900

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Devoir de vigilance : quels seront les impacts de la directive « devoir de vigilance » (CS3D) ?

N° 1336 - Par Philippe PORTIER , Xavier PERNOT et Philippe BOUCHEZ EL

GHOZI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE

Le sort du dividende prélevé sur le produit de la vente de la totalité des actifs d'une société

N° 1337 - Par Nicolas KILGUS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ ANONYME

In futurum mais pas ad libitum : limitation du recours à l'expert de l'article 145 CPC en droit des sociétés

N° 1338 - Par Jean-Baptiste BARBIÈRI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE - Expertise de gestion - Expertise de minorité - Recevabilité

N° 1339

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

L'apport du droit pénal au droit de la consommation

N° 1340 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

Les captives de Libreville

N° 1341 - Par Ghislain POISSONNIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Droit de la propriété industrielle

N° 1342 - Par Nicolas BINCTIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | INAPTITUDE

L'obligation de reclassement « réputée satisfaite »

N° 1343 - Par Emeric JEANSEN

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | CONTRÔLE FISCAL

Appréciation du manquement délibéré d'une société par la simple connaissance qu'en avait son dirigeant

N° 1344 - Par Anne-Gaël HAMONIC-GAUX

[Consulter le PDF](#)

À la une

Élection au bâtonnat de Paris 2026-2027 : les propositions des candidats

Les élections au bâtonnat de Paris 2026-2027 se dérouleront les 10 et 12 décembre 2024. Crises de la collaboration et des vocations, lutte contre le harcèlement, IA, formation, relations institutionnelles... : les quatre binômes en lice présentent leur programme.



Technique

L'appel différé de l'ordonnance du juge de la mise en état

par Claire GERBAY

Doctrine

Règlement sur l'IA : les contours du nouveau droit de l'intelligence artificielle

note par Samir MERABET
sous PE et Cons. UE, règl. n° 2024/1689,
13 juin 2024

Jurisprudence

Action en nullité d'une assemblée générale et de cessions de parts sociales : gare au titulaire et à la prescription de l'action !

note par Julie BOIREAU
sous Cass. com., 18 sept. 2024

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

- **Élodie MULON**

Avocate au barreau de Paris, associée, CM&A-Chauveau Mulon & Associés

- **Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES**

Avocate au barreau de Paris, associée, BWG Associés

- **Guillaume BARBE**

Avocat au barreau de Paris, associé, IVOIRE

AVEC LA PARTICIPATION DE

Louise ASTRUC BACIOTTI, Charlotte BARBIER, Marion BONNET, Alice BOUISSOU, Marine BOUTIER, Philippa BOUVEAU, Magda CHAUCHE-TEYARA, Véronique CHAUVEAU, Mélanie COURMONT-JAMET, Priscillia FERNANDES, Michelle FINKEL, Loraine FIRDION, Alexandra FOUCART, Claire JACQUINOT, Laurence JANER, Samuel LELLOUCH, Romane LEMAITRE, Raluca LOLEV, Silan MANIS, Léa MARTEAUX, Morghân PELTIER, Jennifer TERVIL, Clothilde TORCHY, Stéphanie TRAVADE-LANNOY, Liv VILARA et Agathe WEHBÉ



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordonnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationsclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL470d3 ■ Barreau « libéral » versus Barreau « social » : les nouveaux
habits de la guerre Paris / province 3
- GPL470d4 ■ « Les 45 000 avocats de province sont insultés par ce rapport » 5
- GPL470h0 ■ « L'humain est au cœur de notre programme »
entretien avec Thomas BAUDESSON et Clarisse SURIN 6
- GPL470e3 ■ « Les consœurs et confrères ne prêtent pas serment pour être
harcelés ! »
entretien avec Frédéric CHHUM et Christine MARAN 10
- GPL470e9 ■ « L'économie de nos cabinets est un sujet essentiel »
entretien avec Louis DEGOS et Carine DENOIT-BENTUEX 14
- GPL470e4 ■ « Notre cheval de bataille est la marque Avocat »
entretien avec Hannelore SCHMIDT et Benoît DENIAU 18

Technique

- GPL469w9 ■ L'appel différé de l'ordonnance du juge de la mise en état
par Claire GERBAY 22

Doctrine

- GPL469x5 ■ Règlement sur l'IA : les contours du nouveau droit
de l'intelligence artificielle
note par Samir MERABET sous PE et Cons. UE, règl. n° 2024/1689, 13 juin 2024 23

Jurisprudence

- GPL470f0 ■ Action en nullité d'une assemblée générale et de cessions
de parts sociales : gare au titulaire et à la prescription de l'action !
note par Julie BOIREAU sous Cass. com., 18 sept. 2024 28
- GPL470g5 ■ Il y avait quelque chose de pourri au Royaume du Danemark
note par Ghislain POISSONNIER sous CJIP PNF et Danske Bank A/S, 27 août 2024,
n° PNF 14 050 000 347 et Ord. prés. TJ Paris, 18 sept. 2024, n° RG 106-2024 31
- GPL469w6 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 35
- GPL469v9 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 40
- GPL469z1 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la presse
par François FOURMENT et Philippe PIOT <https://lext.so/GPL469z1> 

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL470h2 ■ Raphaël Mayet, bâtonnier du barreau de Versailles 43

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

45

Sous la responsabilité scientifique de

Élodie MULON, Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES et Guillaume BARBE